

# Tarifs photovoltaïques : le remède pire que le mal ?

-a\*a



3/12/2010 | 3/12/2010



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

En décidant hier de suspendre pour quatre mois les tarifs d'achat photovoltaïque, sauf pour les petits systèmes chez les particuliers, le Gouvernement opère un choix contradictoire avec ses objectifs. Il prend surtout le risque réel de tuer dans l'œuf une filière en plein développement et plus encore de mettre la France définitivement hors course.

Rappelons que les petits systèmes (moins de 3 kWc) sont ceux qui coûtent le plus cher par kWh produit. C'est en grande partie le cumul d'un tarif d'achat élevé et d'un crédit d'impôt inutilement généreux qui est à l'origine de la fameuse « bulle spéculative » que l'on souhaite crever.

Par ailleurs, en mettant tous les autres projets dans le même sac, qui sont loin d'être tous spéculatifs, le gouvernement fait fi de l'activité économique de milliers d'entreprises (architectes, bureaux d'études, PME...) et de collectivités locales. Elles ont pourtant massivement répondu présent pour relever l'immense défi de l'intégration au bâti et, demain, du « bâtiment à énergie positive ». Or, elles ont avant tout besoin **de stabilité et de visibilité** pour mener à bien leurs projets innovants et souvent complexes.

Enfin, en rajoutant une couche à l'instabilité chronique du dispositif de soutien, **le Gouvernement va finir de décourager les vellétés de plusieurs majors mondiaux** de construire des usines en France et n'aidera pas non plus l'industrie française à se développer et à prendre rang. Au contraire de First Solar qui construit une usine à Bordeaux, certains continueront de préférer nos voisins, comme Sharp en Grande-Bretagne ou Sanyo en Italie.

Tout compte fait, il aurait bien mieux valu baisser drastiquement les tarifs comme l'annonçait la rumeur qui circulait avant d'engager la concertation annoncée.

Aussi le CLER et Hespul, qui ont toujours défendu dans cette affaire autant l'intérêt de la filière que celui des consommateurs et des contribuables, **demandent que les quatre mois de suspension du tarif soient l'occasion d'une réelle concertation ouverte** et non la validation de mesures déjà prises. Le CLER et Hespul se mettent à disposition pour apporter toute leur expertise et le point de vue de l'intérêt général au gouvernement.

**Une sortie par le haut de cette crise reste possible** : il faudrait pour cela que les arguments impartiaux et rationnels soient entendus et que les propositions équilibrées et raisonnables que nous défendons soient retenues. À défaut, le photovoltaïque français court à la catastrophe...